

TEMPS COUVERT SUR LES RELATIONS NIPPO-AMERICAINES

Patrice Jorland

Collaborateur de la revue *Recherches internationales*

Alors qu'au terme de son long mandat et de son triomphe aux élections législatives anticipées de septembre 2005, Koizumi Junichirô avait laissé croire qu'une ère nouvelle s'était ouverte, son successeur, Abe Shinzô, ne sera resté aux affaires qu'une année, marquée par des scandales à répétition, l'impéritie des pouvoirs publics et une déroute aux élections du 29 juillet 2007 pour le renouvellement de la moitié de la Chambre des Conseillers, le sénat local. Pour la première fois, un parti d'opposition, en l'occurrence le Parti démocrate, obtenait la majorité absolue dans une des deux assemblées.

Le retour des caravelles

A dire vrai, la défaite du gouvernement conservateur - coalition du Parti libéral-démocrate et du Komeitô, une formation bouddhiste - est, en pourcentage des voix recueillies, moins nette qu'il n'y paraît et seul le système électoral, avec l'amplification qu'il entraîne dans la répartition des sièges, l'a transformée en déroute. Il en était allé de même lors du triomphe proclamé de Koizumi. Bien que de façon encore confuse, cette campagne a toutefois commencé à poser des questions de fond, à savoir la précarité et les inégalités croissantes, les retraites et la protection sociale, les clivages territoriaux et le marasme que connaissent de nombreuses préfectures excentrées. L'intégration du Japon à la grande stratégie américaine aussi, et c'est sur ce plan que la nouvelle donne parlementaire s'est fait immédiatement sentir. De fait, les interventions répétées de l'ambassadeur des États-Unis n'ont pu faire fléchir le Parti démocrate qui, sous l'impulsion de son président, Ozawa Ichirô, a refusé de reconduire la « loi antiterroriste » adoptée au lendemain du 11 septembre. Or, c'est sous ce couvert que, depuis décembre 2001, des bâtiments de la marine japonaise ont croisé dans l'océan Indien pour apporter un soutien logistique aux navires alliés engagés dans la guerre en Afghanistan : selon les statistiques officielles, un total de 490.000 tonnes de carburant aura été ainsi livré gratuitement, en 794 occasions, à des bâtiments de onze nations (EU, France, Royaume-Uni, Pakistan, etc.).

Il y a là un paradoxe, au sens où Ozawa s'était battu au sein du PLD, dont il était une étoile montante, pour faire du Japon un pays « normal », tant dans son fonctionnement politique que dans son organisation sociale et sa posture internationale, tirant ici les conséquences de la première guerre du Golfe en 1991, que l'archipel avait généreusement financée pour se voir ensuite reprocher par les

États-Unis de ne pas avoir apporté de contribution militaire. N'étant pas parvenu à ses fins, il avait claqué la porte du PLD en 1993, pour tenter de constituer, avec ses partisans et d'autres groupes, une formation politique capable d'accéder au pouvoir et d'instaurer ainsi l'alternance entre « conservateurs » et « modernisateurs », chose faite avec le parti démocrate. Toutefois, si Ozawa souhaite toujours que son pays participe à des actions internationales, ce ne peut être, à ses yeux, qu'à la suite de décisions du Conseil de sécurité et sous le drapeau de l'ONU. Mais, si l'opération *Enduring Freedom* a bien été autorisée par l'ONU, elle reste entièrement sous commandement américain, est composée de forces de l'OTAN et, six ans après son lancement, ne peut être considérée comme un succès. Qui plus est, l'Afghanistan étant un pays sans accès à la mer, on voit mal l'apport que la marine japonaise peut fournir aux « démocrates bottés », à moins que le ravitaillement ne serve, au moins partiellement, à la guerre en Irak.

La « loi antiterroriste » devait être prorogée une quatrième fois afin de permettre la poursuite des actions de la marine japonaise. Fort de sa victoire électorale, le parti démocrate a contraint Abe Shinzō à une pitoyable démission en septembre dernier, au lendemain de la constitution de son nouveau gouvernement, et est parvenu à retarder le vote à la chambre des Représentants. L'échéance du 1^{er} novembre n'ayant pu être respectée, les deux bâtiments de la marine japonaise viennent de rentrer à leurs ports d'attache.

Au sujet des contradictions

Le nouveau premier ministre, Fukuda Yasuo, s'est rendu le 16 novembre à la Maison Blanche pour expliquer ses difficultés et obtenir la compréhension de son hôte, auquel il a promis de lever l'obstacle dans les meilleurs délais. Il était également demandeur à propos de la « question coréenne ». Non seulement Tôkyô avait soutenu la remise en cause par l'administration Bush d'accords antérieurs concernant le nucléaire nord-coréen, mais en avait rajouté dans l'intransigeance, avec notamment l'affaire des « enlevés » dont il avait fait le crime absolu d'un siècle, le XX^{ème}. Un accord sur cette « question » a toutefois été trouvé en février dernier, dans le cadre des « discussions à six », lequel revient de fait à ce qui avait été convenu treize ans auparavant. Sa mise en oeuvre a commencé et les dirigeants américains, comme l'Agence internationale de l'énergie atomique, se déclarent satisfaits de la tournure des événements, si bien que le jour approche où Washington devra retirer la République Populaire Démocratique de Corée de la liste des États « soutenant le terrorisme ».

Le revirement de l'administration Bush dans la « question coréenne » pose problème aux dirigeants japonais. En effet, la « menace » que ferait planer Pyongyang sur l'ensemble de l'Asie du nord-est a servi de justification principale et à l'intégration de l'archipel au dispositif du Pentagone dans la région, et à la remise en cause des dispositions pacifistes de la constitution – l'article 9 est appelé à être amendé, la loi fondamentale sur l'éducation a été révisée pour enseigner le « patriotisme » - et enfin au renforcement d'un « néo-nationalisme » oublieux du passé récent. Il n'est pas

interdit de dire *mezzo voce* que ladite « menace nord-coréenne » sert aussi, sinon surtout, à désigner la Chine dont l'émergence perturbe une fraction des élites japonaises et préoccupe les États-Unis. Quoi qu'il en soit, cette évolution, et l'argumentaire qui tente de la justifier, était exigée par les administrations américaines successives – les différends commerciaux une fois surmontés, c'est en ce sens que le Japon devait devenir le Royaume-Uni de l'Extrême-Orient -, mais les contradictions n'ont cependant pas entièrement disparu. Le négationnisme « néo-nationaliste » du Japon passe mal aux États-Unis, et l'on ne saurait s'en étonner ; contenir ou du moins circonscrire la Chine est certes un objectif commun, mais les provocations répétées de Koizumi et d'Abe (visites au sanctuaire Yasukuni, déclarations à propos des « femmes de réconfort » ou du sac de Nankin, etc.) ne peuvent être que contre-productives; enfin, on voit mal pourquoi l'administration américaine entraverait l'application de l'« accord à six », puisqu'elle le présente - pieux mensonge qu'il est préférable de respecter – comme l'un de ses (rares) succès diplomatiques.

Simple tactique politicienne ?

Les choses vont encore un peu plus loin, dans la mesure où le bref gouvernement Abe a voulu donner à l'évolution de la posture internationale du pays l'envergure d'une grande stratégie. Après avoir laissé entendre qu'il ne se rendrait pas au sanctuaire Yasukuni, ce qui lui permettait de reprendre langue avec les dirigeants chinois sans rien reconnaître quant au fond, son premier voyage international fut pour Bruxelles afin d'entreprendre une coordination « stratégique » avec l'OTAN, puis des partenariats également « stratégiques » furent engagés avec l'Inde et avec l'Australie, tout cela au nom d'une « diplomatie morale » qui concordait parfaitement avec le projet américain d'« alliance globale des démocraties ». Au jour d'aujourd'hui, force est de constater que : primo l'accord entre les États-Unis et l'Inde à propos du nucléaire a été bloqué du fait de l'opposition des partis communistes, membres de la majorité qui gouverne aujourd'hui à New Delhi ; secundo le gouvernement Howard, qui rivalisait avec celui de Blair dans le soutien à l'administration Bush, vient d'être balayé en Australie au profit d'un parti travailliste sensiblement plus circonspect ; tertio l'activité de la marine japonaise dans le nord de l'océan Indien, première expression concrète de l'arrimage de l'alliance nippo-américaine à l'OTAN, est interrompue. En bref, tout se complique brusquement.

La politique japonaise demeure opaque et les considérations politiciennes prévalent le plus souvent. Sera-t-il possible de proroger la loi antiterroriste, même après prolongation de la session parlementaire? Cela ne sera pas aisé, d'autant qu'un énième scandale vient d'éclater concernant, cette fois-ci, les fournitures de guerre d'une société commerciale. Ozawa cherchera-t-il et parviendra-t-il, en s'appuyant sur sa majorité sénatoriale et avec l'appui de la gauche, à provoquer des élections législatives anticipées ? Cela reste aléatoire, le parti démocrate formant un conglomérat de courants divers, anciennement socialistes ou réformateurs, nouvellement citoyens et médiocrement enracinés. On ne saurait certifier qu'au-delà de la lutte politicienne avec le PLD, le parti démocrate soit porteur d'une autre posture internationale et, si le parti communiste et le parti socialiste maintenu

peuvent théoriquement proposer l'autre terme de l'alternative, les convergences entre eux demeurent sectorielles et non programmatiques.

Au cas où cependant des élections législatives anticipées auraient lieu l'année prochaine, elles pourraient se centrer davantage encore sur les questions de fond, tant intérieures qu'extérieures.

Cette chronique est réalisée en partenariat rédactionnel avec la revue *Recherches internationales* à laquelle collaborent de nombreux universitaires ou chercheurs et qui a pour champ d'analyse les grandes questions qui bouleversent le monde aujourd'hui, les enjeux de la mondialisation, les luttes de solidarité qui se nouent et apparaissent de plus en plus indissociables de ce qui se passe dans chaque pays.

**6, av. Mathurin Moreau; 75167 Paris Cedex 19
01 42 17 45 27 recherinter@internatif.org
<http://www.recherches-internationales.fr/>**

Abonnements 4 numéros par an : 55 Euros, Étranger 75 Euros